

# Le sexisme persiste, le masculinisme progresse

**Le rapport du Haut Conseil à l'égalité sur l'état du sexisme en France montre un fossé persistant entre les femmes et les hommes, une fracture générationnelle marquée, une conscience féministe renforcée chez les plus jeunes femmes et une menace masculiniste pregnante.**

Céline PIQUES, membre de la commission « Stéréotypes et rôles sociaux » du Haut Conseil à l'égalité, représentante d'Osez le féminisme, rapportrice du rapport « Rapport annuel 2026 sur l'état des lieux du sexisme en France : la menace masculiniste », experte et consultante sur l'égalité femmes-hommes <sup>(1)</sup>

**L**e sexisme reste profondément ancré dans la société française. C'est le constat du rapport annuel 2026 sur l'état du sexisme en France, publié par le Haut Conseil à l'égalité (HCE) <sup>(2)</sup>. Fondé sur une enquête nationale auprès de trois-mille-soixante-et-une personnes âgées de 15 ans et plus, ce baromètre dresse un tableau préoccupant et analyse la montée du masculinisme, véritable *backlash* <sup>(3)</sup> antiféministe et réactionnaire. Selon l'étude, 17 % de la population française – soit près de dix-millions de personnes – adhère à des attitudes relevant du sexisme hostile, caractérisé par une dévalorisation systématique des femmes, une méfiance à leur égard et parfois une justification de comportements discriminatoires ou violents.

Le sexisme ne se limite pas à ces formes les plus explicites. Il existe également un sexisme paternaliste, auquel adhère 23 % de la population française, plus insidieux, qui présente les femmes comme fragiles. Sous couvert de protection, de bienveillance ou de valorisation des rôles traditionnels, ce sexisme paternaliste participe tout autant à la perpétuation des inégalités en enfermant les femmes dans des représentations stéréotypées de soumission.

## « Gender gap » et « generational gap »

Le baromètre met en évidence une forte divergence de perception du sexisme entre les femmes et les hommes, entre les plus jeunes et les plus âgés. Les jeunes



femmes sont les plus nombreuses à avoir conscience des discriminations sexistes : 75 % des femmes de 15 à 24 ans pensent qu'il est désavantageux d'être une femme et pas désavantageux d'être un homme, contre 42 % des hommes de 15 à 24 ans, soit un « gender gap » de 33 %.

L'étude révèle également une évolution marquée selon l'âge. Plus les personnes sont âgées, moins elles considèrent le sexisme comme un problème. Chez les 65 ans et plus, près de 48 % des hommes et 45 % des femmes estiment qu'il n'est désavantageux ni d'être un homme, ni d'être une femme. Cette perception s'explique en partie par une comparaison avec le passé, les progrès réalisés étant parfois interprétés comme une égalité déjà atteinte.

Ce décalage de perception constitue un enjeu politique majeur : lorsque le diagnostic des inégalités n'est pas partagé, la construction de réponses collectives devient plus difficile.

Les représentations traditionnelles restent

très largement partagées : 78 % des répondants considèrent que les hommes doivent assurer la responsabilité financière de la famille et 75 % des personnes interrogées considèrent que les femmes doivent être protégées et aimées par les hommes, tandis que les femmes restent majoritairement associées à la sphère domestique et aux rôles parentaux. Ainsi, 62 % des répondants adhèrent à l'idée selon laquelle les femmes seraient « naturellement plus douces » que les hommes, et la moitié des femmes (51 %) déclarent avoir déjà été moins bien traitées dans leur vie de famille, que ce soit dans la répartition des tâches ménagères ou dans la gestion de leur liberté.

## Une culture du viol alimentant les violences

Malgré une condamnation sociale et pénale des violences sexistes, celles-ci continuent de se produire à grande échelle. Il existe un continuum de violences, allant des remarques sexistes du quotidien aux violences sexuelles les plus graves : 84 % des femmes ont déjà vécu au moins une situation sexiste ; 62 % ont subi du harcèlement dans l'espace public, 54 % des blagues ou commentaires sexistes, et 45 % des sifflements ou interpellations à caractère sexuel. Plus inquiétant encore, 21 % déclarent avoir été victimes d'un viol, et 20 % d'une pression insistante pour un rapport sexuel non désiré.

Des représentations culturelles misogynes qui minimisent ou justifient les agressions sexuelles participent à la « culture du viol ».



Ainsi, 18 % des hommes estiment acceptable qu'un homme interdise à sa conjointe de fréquenter d'autres hommes; 24 % considèrent normal qu'une femme accepte un rapport sexuel par devoir ou pour « faire plaisir » à son partenaire; 17 % pensent qu'une femme peut « changer d'avis » après avoir dit « non ». Enfin, 15 % jugent qu'une victime d'agression sexuelle peut être partiellement responsable de ce qu'elle a subi. Chez les hommes, le décalage entre les déclarations et les faits est frappant. Si seulement 7 % estiment acceptable d'insister pour obtenir un rapport sexuel, 26 % avouent avoir déjà douté du consentement de leur partenaire. De même, bien que 82 % désapprouvent les images pornographiques pour leur caractère dégradant, 63 % en consomment, 6 % paient pour des contenus sur des plateformes comme OnlyFans, et 14 % ont déjà eu recours à la prostitution. Ces contradictions montrent que la condamnation morale ne se traduit pas systématiquement par des compor-

*Le sexisme paternaliste, auquel adhère 23 % de la population française, présente les femmes comme fragiles. Il est plus insidieux que le sexisme explicite. Sous couvert de bienveillance ou de valorisation des rôles traditionnels, il participe tout autant à la perpétuation des inégalités, en enfermant les femmes dans des représentations stéréotypées de soumission. Ci-dessus à Paris, lors d'une manifestation le 8 mars 2026.*

tements adéquats. L'adhésion au sexisme hostile chez les hommes est corrélée à une consommation plus fréquente de pornographie, ainsi qu'à un recours plus important à des rapports sexuels tarifés.

### **L'efficacité des politiques en question**

Le baromètre montre enfin que la majorité des Français (81 %) considère la prévention et la lutte contre le sexisme comme une priorité, mais 77 % des répondantes et répondants estiment que les actes et propos sexistes restent largement tolérés, et 78 % jugent les mesures législatives et les sanctions existantes insuffisantes ou mal appliquées. Les femmes sont les plus critiques : 66 % d'entre elles déclarent ne pas faire confiance à la justice. A contrario, les associations spécialisées obtiennent la confiance la plus élevée (75 %) pour lutter efficacement contre le sexisme.

Les politiques publiques en faveur de l'égalité sont plébiscitées : 81 % soutiennent un service public de la petite enfance, 80 % l'éducation à la vie sexuelle et affective à

(1) C. Piques est autrice de *Déviriliser le monde*, éditions Rue de l'échiquier, 112 pages, 12 €.

(2) Voir [www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/rapport-2026-sur-letat-des-lieux-du-sexisme-en-france-la-menace-masculiniste](http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/rapport-2026-sur-letat-des-lieux-du-sexisme-en-france-la-menace-masculiniste).

(3) « Backlash », ou « retour du bâton », désigne les réactions du masculinisme face aux progrès des droits des femmes et des minorités.

**« Chez les hommes, le décalage entre les déclarations et les faits est frappant. Si seulement 7 % estiment acceptable d'insister pour obtenir un rapport sexuel, 26 % avouent avoir déjà douté du consentement de leur partenaire. De même, bien que 82 % désapprouvent les images pornographiques pour leur caractère dégradant, 63 % en consomment. »**

**« 84 % des femmes ont déjà vécu au moins une situation sexiste ; 62 % ont subi du harcèlement dans l'espace public, 54 % des blagues ou commentaires sexistes, et 45 % des sifflements ou interpellations à caractère sexuel. Plus inquiétant encore, 21 % déclarent avoir été victimes d'un viol, et 20 % d'une pression insistante pour un rapport sexuel non désiré. »**

l'école, et 72 % l'instauration d'un congé paternité obligatoire aligné sur la durée du congé maternité.

Le rapport 2026 consacre une analyse spécifique à la montée du masculinisme, défini comme une idéologie antiféministe structurée. Bien qu'il se présente comme le symétrique du féminisme, le masculinisme s'en distingue radicalement : là où le féminisme vise l'égalité entre les sexes, le masculinisme défend une idéologie réactionnaire fondée sur la réaffirmation de la suprématie masculine. Son discours repose sur une rhétorique victimaire dénonçant la prétendue fragilisation de la condition masculine, instrumentalisant ainsi certaines frustrations sociales pour justifier le maintien des privilèges masculins, la restauration d'une virilité traditionnelle et, dans certains cas, la violence envers les femmes. Ces groupes masculinistes forment une nébuleuse de communautés en ligne, diffusant des discours misogynes qui s'imprègnent dans la société française.

### **Un essor des discours masculinistes**

Ainsi, 60 % des hommes pensent que « les féministes veulent que les femmes aient plus de pouvoir que les hommes », reflétant une vision du féminisme comme une menace pour les hommes ; 60 % des hommes estiment que « les féministes ont des demandes exagérées envers les hommes », alimentant un discours de victimisation masculine. Plus de 18 % des hommes croient que « les femmes prennent les postes des hommes sur le marché du travail », une idée liée à la théorie du « remplacement » masculin. Enfin, 39 % des hommes (et 25 % des femmes) estiment que « le féminisme menace la place et le rôle des hommes dans la société », une croyance centrale dans les discours masculinistes. La montée de l'extrême droite à l'échelle mondiale, conjuguée au recul de la modération en ligne, a favorisé une diffusion

croissante de ces discours masculinistes, s'inscrivant dans un écosystème de radicalisation misogyne. La présence de figures masculinistes au pouvoir, comme Donald Trump, Elon Musk, Javier Milei ou Viktor Orban a non seulement popularisé ces idées mais les a légitimées, les transformant en nouvelles normes sociales et politiques. Il existe un lien structurel, idéologique entre masculinisme et extrême droite.

Si l'antiféminisme réactionnaire rassemble les masculinistes, différents courants adoptent une rhétorique et une stratégie différenciées :

- les « Incels » ou « célibataires involontaires », des hommes souvent vierges, expriment une frustration extrême face à leur incapacité d'établir des relations affectives et sexuelles, et en tiennent les femmes – et notamment les féministes – pour responsables. L'idéologie incel est à l'origine de tueries de masse et d'attentats masculinistes (Etats-Unis, Canada, Europe...). En France, le Parquet national antiterroriste (Pnat) a mis en examen, en juin 2025, un jeune homme de 18 ans pour association de malfaiteurs terroriste en vue de la préparation d'un attentat masculiniste à Saint-Etienne ;
- les « MRA » ou « men's rights activists » est la branche la plus ancienne et la plus organisée des masculinistes, véhiculant l'idée que les pères seraient discriminés. Selon le baromètre, 64 % des hommes estiment que les femmes sont avantagées par la justice pour obtenir la garde des enfants en cas de séparation, croyance pourtant infirmée par les chiffres du ministère de la Justice ;
- les « pickup artists » diffusent, par le biais de très lucratives « formation à la séduction », des techniques pour cibler des femmes, les manipuler, les mettre sous emprise, et ainsi commettre des violences sexuelles contre elles en toute impunité. Leur discours misogyne, viriliste, idéalise le « mâle alpha » (dominant, violent, riche, musclé...). Ils perçoivent les femmes comme des proies. Ainsi, le masculiniste

anglais Andrew Tate a fait fortune en dérivant ce type de formation et en exploitant sexuellement des femmes sur des plateformes pornographiques en ligne<sup>(4)</sup>. En France, l'influenceur et acteur pornographique, Adrien Laurent, a été banni de TikTok pour y avoir diffusé des discours faisant l'apologie du viol et légitimant des pratiques sexuelles violentes sans consentement ;

- les « MGTOW » ou « Men going their own way » prônent un retrait des relations affectives et sexuelles, accusant les femmes d'être vénales, manipulatrices et à l'origine de tous leurs problèmes.

D'autres courants masculinistes existent comme les « chamaniques », les « survivalistes », ou les « trad wives », des femmes promouvant le retour au foyer et leur soumission domestique et sexuelle à leur mari.

### **Au-delà du diagnostic, des leviers pour agir**

Le Haut Conseil à l'égalité formule deux axes de recommandations : prévenir et lutter contre les stéréotypes sexistes et les discours masculinistes.

Prévenir signifie déployer de manière effective les séances d'éducation à la vie sexuelle et affective dans les écoles et développer la formation et la prévention contre le sexisme à tout âge.

Lutter signifie améliorer le traitement judiciaire des plaintes et mieux réguler les plateformes numériques. La liberté d'expression, qu'elle soit en ligne ou hors ligne, a des limites en droit français : l'apologie du viol ou de crimes sexuels, les discours de haine en raison du sexe sont pénalement répréhensibles. La radicalisation de certains courants masculinistes constitue un risque croissant pour la cohésion sociale et peut représenter un enjeu de sécurité publique. Les réseaux sociaux jouent un rôle majeur dans la diffusion de ces contenus misogynes. Les algorithmes de recommandation peuvent amplifier les contenus polarisants et faciliter leur propagation auprès des jeunes publics. Le rapport appelle à renforcer la régulation des plateformes numériques et à améliorer la détection et la suppression des contenus haineux. ●

(4) Poursuivi en Angleterre et en Roumanie pour trafic d'êtres humains, viols et exploitation sexuelle de mineures, il a bénéficié d'une intervention de Donald Trump pour échapper à son assignation à résidence en Roumanie et rejoindre les Etats-Unis.